

**2 Politique**

**Assemblée nationale/Examen du projet de Loi de finances 2018**

**Jean-Fidèle Otandault et Régis Immongault face aux députés hier**

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

**Le ministre d'Etat en charge du Budget et des Comptes publics, et son collègue de l'Economie, étaient hôtes des membres de la Commission des Finances, du Budget et de la Comptabilité publique de l'Assemblée nationale dans l'après-midi d'hier. Une rencontre qui s'inscrit dans le cadre de l'examen du projet de budget 2018.**



Photo : SM

**Les ministres financiers Régis Immongault et Jean-Fidèle Otandault (2è et 3è à partir de la gauche) entourés du bureau de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale.**



Photo : SM

**Une vue des députés.**

**LES** ministres financiers, Jean-Fidèle Otandault (Budget et comptes publics) et Régis Immongault (Economie et Prospective) étaient hier au palais Léon Mba, siège de l'Assemblée nationale. C'était pour présenter et défendre le projet de Loi de finances 2018, face aux députés membres de la Commission des Finances, du Budget et de la Comptabilité publique, présidée par l'honorable Maurice Nestor Eyambat-Tsimat. D'une manière générale, on retiendra de cet exercice que pour l'année 2018, les prévisions du cadrage macroéconomique et budgétaire

affichent des opérations budgétaires et de trésorerie équilibrées en ressources et en charges à 2 688,8 milliards de F Cfa contre 2 860 milliards de F Cfa dans la Loi de finances rectificative 2017, soit une diminution de 171,2 milliards. De même on peut relever que les recettes de l'Etat s'établiraient à 1 842,6 milliards contre 1 714,6 en 2017, soit une augmentation de 128 milliards. Celle-ci, dira le ministre d'Etat Otandault, s'explique par "les effets attendus du renforcement des mesures de mobilisation des recettes fiscales et douanières". Tout comme les dépenses budgétaires se chiffraient, quant

à elles, à 2 032,7 milliards, contre 1 886,7 milliards en 2017, soit une augmentation de 146 milliards "traduisant les efforts entrepris pour mieux retracer dans la comptabilité budgétaire les dépenses liées aux recettes affectées". Ces dépenses, a souligné le patron du Budget, se décomposent en charges financières de la dette (239,1 milliards), en dépenses de fonctionnement (1 316,3 milliards), en dépenses d'investissement (455,4 milliards) et autres dépenses. S'agissant des opérations de trésorerie et de financement, Jean-Fidèle Otandault a souligné que les charges de trésorerie et de financement s'évalueraient à 656,1 mil-

liards contre 973,3 milliards, soit une baisse de 317,3 milliards qu'il a du reste justifiée. Et les ressources de financement et de trésorerie se situeraient, quant à elles, à 846,2 milliards, laissant apparaître un solde des opérations de trésorerie et de financement excédentaire de 190,2 milliards de F Cfa. Pour sa part, le ministre de l'Economie qui est d'abord revenu sur le contexte dans lequel s'est exécuté la Loi de finances rectificative 2017, a donné aux députés les hypothèses et résultats du cadrage macroéconomique relatif au projet de budget 2018. On retiendra à ce niveau qu'en 2018, l'économie gabonaise repose sur une lé-

gère remontée de 0,8% de la production pétrolière ; une baisse du prix du baril de pétrole de 4,1% pour se situer à 47 dollars US, par rapport aux prévisions de 2017 ; une augmentation des exportations de minerais de manganèse de 6,3% à 5,096 millions de tonnes ; un repli de 2% du prix de la tonne de manganèse 220,8 USD, par rapport aux prévisions de l'année 2017 ; et un taux de change à 557 F Cfa pour un 1 dollar contre 581,6 de F CFA en 2017... Par ailleurs, Régis Immongault a souligné que par rapport à la programmation des investissements en 2018, le projet de Loi de finances 2018 "tient compte du plan triennal d'investissements

élaboré dans le cadre du plan de relance de l'économie (PRE)." Ainsi, poursuivra-t-il, le gouvernement a retenu les investissements "en tenant compte des critères d'avancement des projets déjà engagés, de l'impact social et économique, de leur niveau de préparation et de la structure de financement". Le patron de l'Economie n'a pas manqué de rappeler à leurs hôtes que le texte soumis leur examen "traduit l'engagement du gouvernement à poursuivre la mise en œuvre du PRE, avec l'appui des partenaires bilatéraux et multilatéraux". A noter que les exposés des motifs des membres du gouvernement ont été suivi d'un débat.

**PDG/Au terme des Conseils provinciaux de l'Ogooué-Ivindo et du Woleu-Ntem**

**Faustin Mbounda suspendu, les militants du Septentrion félicités**

J.K.M

Libreville/Gabon

**LE** secrétariat exécutif du Parti démocratique gabonais (PDG) n'a pas tardé à réagir, au lendemain de la tenue des Conseils provinciaux de l'Ogooué-Ivindo et du Woleu-Ntem, le week-end écoulé. En effet, dans une communication rendue publique, hier, au siège du PDG, Léandre Anoue Kiki, un des porte-paroles de cette formation politique, a annoncé

"la suspension jusqu'à nouvel ordre", de Faustin Mbounda, de ses fonctions de secrétaire provincial de l'Ogooué-Ivindo, en application des dispositions de l'article 154 des statuts du PDG. En cause : "L'inefficacité de la coordination provinciale matérialisée par l'absence du secrétaire provincial lors des assises qui se sont tenues à Makokou". Ce qui "constitue un manquement grave de ce camarade au regard de ses obligations", a clamé M. Anoue Kiki. Et d'ajouter : "Pareilles désinvolture à ce niveau de responsabilités ne sauraient être tolérées, au moment où le PDG amorce

des réformes d'une grande ampleur devant aboutir à sa régénération et revitalisation". Dans la foulée, il a adressé "à l'ensemble des militantes et militants du Septentrion les sincères et vives félicitations du secrétariat exécutif du PDG pour avoir choisi, par la voie de la démocratie participative, telle que souhaitée par le Distingué camarade président Ali Bongo Ondimba, les membres du Bureau politique, du Conseil national et du Comité central". Et l'orateur de déclarer : "En dépit des trafics d'influence et reportages télévisés de

manipulation de la base par des responsables politiques réfractaires à l'élection, toutes les provinces procèderont, sans détour, aux élections comme cela s'est fait au cours du Conseil provincial du Woleu-Ntem, dans le calme, la sérénité et la responsabilité". Une manière de déjouer les tentatives de certains de ces "camarades" qui seraient tentés d'emprunter des voies détournées. D'autant que, a tenu à rappeler Léandre Anoue Kiki, "l'élection et rien que l'élection est le mode de choix des membres du Bureau politique, du Conseil national et du Comité central.



Photo : D.R

**Léandre Anoue Kiki, lors de son intervention.**

Aucun autre procédé n'a été retenu par le Distingué camarade. La base doit décider et désormais choisir qui elle veut voir coordonner et animer les actions du PDG dans leurs circonscriptions politiques".

**PDG/Conseil provincial du Woleu-Ntem**

**Tout est bien qui finit bien !**

LBON

Oyem/Gabon

**DIRE** que le Woleu-Ntem vient d'administrer une leçon de démocratie au sein du Parti démocratique gabonais qui y tenait son Conseil provincial serait un euphémisme. Les empoignades et autres dérapages annoncés par une certaine opinion n'ont pas eu lieu. Les militantes et militants des cinq départements ont, en toute responsabilité, fait preuve de retenue et maturité politique. Initialement prévus pour

durer deux jours, il en a fallu trois aux Pdgistes woleunteois pour aboutir aux conclusions jugées enrichissantes de leurs assises. Après les travaux en commissions qui ont connu une forte participation, l'étape tant attendue du vote des nouveaux responsables politiques de la province a été lancée. Alors que tout le monde craignait le pire, ces élections, bien qu'ayant duré toute la nuit de dimanche et une bonne partie de la journée du lundi, se sont déroulées dans le calme et la transparence. Nonobstant quelques contestations,

l'ensemble des postes en jeu ont pu être pourvus. Il s'agit des membres du Bureau politique, du Conseil national et ceux du Comité central. Des "moments extraordinaires", selon la présidente du Conseil provincial, Marie-Françoise Dikoumba, qui n'a pas manqué de saluer « le haut niveau de militantisme, de responsabilité et d'abnégation dont ont fait preuve les camarades ayant pris part à ces assises. » Tout en se disant satisfaite du bon déroulement des travaux en commissions, enrichis par la qualité des échanges, elle s'est dit

convaincue qu'une nouvelle page venait de s'ouvrir pour le Parti démocratique gabonais dans le Septentrion. Des propos corroborés par le secrétaire général du PDG, Eric Dodo Bounguendza, qui a présidé la cérémonie de clôture marquée par la lecture du rapport des travaux du Conseil provincial faite par le rapporteur Guy Benjamin Ndounou. « Votre engagement sans réserve démontre, encore une fois, votre adhésion à la nouvelle vision du Distingué camarade président, Ali Bongo Ondimba, d'intégrer la base dans la bonne marche du parti. C'est



Photo : D.R

**La présidente du Conseil provincial, Marie-Françoise Dikoumba, lors de son intervention.**

aussi la preuve que vous vous êtes appropriés les concepts de régénération et de revitalisation de notre cher parti le PDG», a déclaré, enthousiaste, le secrétaire général. Avant de conclure : « Il n'y a aucun gagnant, ni aucun perdant. Le seul gagnant c'est le PDG. Je souhaite que les autres provinces s'inspirent de l'exemple du Woleu-Ntem. »